

DEPARTEMENT
DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNAUTE DE COMMUNES
PAYS DU MONT-BLANC

DECISION N°15/2023
Bureau communautaire du 06/13/2023

Objet : ECONOMIE - Financer mon investissement – Aide directe aux commerçants

Auteur de l'acte : Jean-Marc PEILLEX, Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc

Le Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations n°2021/078 du 02 juin 2021 et n°2022/086 du 29 juin 2022 portant délégation du Conseil Communautaire au bureau,

Vu la délibération n°2022/069 du 04 mai 2022 approuvant notamment le versement d'une aide de la CCPMB à hauteur de 10% aux commerçants des centres-villes,

Vu le règlement de l'aide régionale validé au conseil communautaire le 04 mai 2022 et à la commission permanente régionale le 25 mai 2022,

Vu la convention relative aux aides aux entreprises avec la région validée au conseil communautaire du 28 septembre 2022,

Vu les crédits inscrits au Budget de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc, section d'Investissement, compte 20422 – fonction 90 – chapitre 204,

Vu l'avis favorable du bureau du 06 mars 2023,

Vu l'annulation de la décision de bureau n°32/2022.

Considérant le dossier de demande de financement déposé par le restaurant le Rond de Carotte pour un commerce à Saint-Gervais-les-Bains en vue de l'obtention d'une aide pour les travaux d'investissement, approuvé par la responsable du pôle mobilité-habitat-économie,

DECIDE

Article 1 : Une aide de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc d'un montant de 1 625,35 € (Mille Six Cent Vingt-Cinq Euros et Trente Cinq Cents) est allouée au **Restaurant Rond de Carotte** pour les travaux d'investissement de son commerce situé au 50 rue de la Vignette – 74170 SAINT-GERVAIS-LES-BAINS.

Article 2 : Les crédits nécessaires sont prévus au budget.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet,
- Monsieur le Trésorier,

En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire

Fait à Passy, le **06 MARS 2023**



**Le Président,
Jean-Marc PEILLEX.**